

## Brèves Economiques d'Asie du Sud

N°06 - semaine du 5 au 11 février 2021

### Résumé

**Afghanistan :** Livraison des premières doses du vaccin produit en Inde. Signature d'un accord avec ce même pays pour la construction du barrage Shahtoot. Les principaux marchés de change restés fermés sur fond de grève des bureaux éponymes.

**Bangladesh :** Soutien de la Banque mondiale à la digitalisation des passations de marchés publics. Baisse du niveau des créances douteuses. Accord de cession des actifs de SANOFI. Engagement du Bangladesh à ratifier la convention internationale sur le travail des enfants.

**Bhoutan :** Baisse des dépenses courantes lors du premier semestre de l'exercice budgétaire en cours. Construction du *Mega Dry Port*.

**Inde :** *Indicateurs macroéconomiques :* Confiance encore faible dans la reprise économique. Manque à gagner de GST de 2 400 Mds INR (32,9 Mds USD) pour les Etats fédérés entre avril et novembre 2020. Finalisation des réformes prévues dans le cadre du *doing business* pour quatre nouveaux Etats et autorisation d'emprunt de 50,34 M INR. *Secteur bancaire et financier :* Opération d'open-market de la RBI lancée après les annonces du budget. Coopération entre le gouvernement et la RBI pour la privatisation de 2 banques publiques, secteur fragilisé par une faible rentabilité selon Moody's. 1 812 Mds INR de prêts réévalués et intégrés au moratoire de la RBI. Le marché boursier indien au 7<sup>ème</sup> rang mondial. *Autres informations :* Discussions avec le Royaume-Uni pour la promotion du commerce bilatéral et des investissements. Le secteur de la microfinance en chute de 4% entre mars et décembre, celui de la construction, moteur de l'embauche en zone rurale.

**Maldives :** Dégradation des comptes publics en 2020.

**Népal :** Baisse des dépenses budgétaires pour l'exercice en cours. Augmentation des envois de fonds des travailleurs étrangers au terme des six premiers mois de l'exercice en cours. Contraction du déficit de la balance des transactions courantes à l'issue du premier semestre de l'exercice en cours.

**Pakistan :** Léger recul du niveau des réserves de change détenues par la Banque centrale en janvier. Creusement du déficit budgétaire à 2,5 % du PIB au premier semestre 2020/21 et du déficit commercial sur les sept premiers mois 2020/21. Accord du gouvernement pour l'amendement des contrats de concession avec les principaux producteurs indépendants d'électricité. Forte progression des crédits bancaires aux entreprises du secteur privé sur les sept premiers mois 2020/21.

**Sri Lanka :** Remboursement de la ligne de swap de 400 M USD obtenue auprès de l'Inde. Accord du conseil des ministres pour négocier de nouveaux traités de libre-échange. Hausse des transferts des expatriés en 2020. Approbation en conseil des ministres d'une proposition de prêt de 180 M USD de l'AIIB.

## INFORMATIONS PAYS

## AFGHANISTAN

- **Livraison des premières doses du vaccin produit en Inde.** L'Afghanistan a reçu 500 000 doses de vaccins Covishield d'AstraZeneca, fabriqué par le *Serum Institute of India* dans le cadre de la politique de voisinage (*neighbourhood first*) débutée le 20 janvier et qui consiste à livrer gratuitement des doses de vaccins aux pays de la région.
- **Signature d'un accord avec l'Inde pour la construction du barrage Shahtoot.** Le Président Ashraf Ghani et le Premier ministre Narendra Modi se sont entretenus lors du sommet virtuel du 9 février au cours duquel les ministres des Affaires étrangères des deux pays ont signé l'accord. Le barrage de Shahtoot fournira de l'eau potable à environ 2 M d'habitants de Kaboul et sera le deuxième barrage que l'Inde aura construit en Afghanistan, pour un coût estimé par les autorités afghanes à environ 236 M USD. Pour rappel, l'accord avait été annoncé par le ministre indien des Affaires étrangères, Subrahmanyam Jaishankar, lors de son discours à la conférence des donateurs de l'Afghanistan en novembre dernier.
- **Les principaux marchés de change restés fermés sur fond de grève des bureaux de change.** Ces derniers protestent contre la décision de la Banque centrale de délivrer des licences d'entreprise au lieu de permis individuels, et ce dans une optique de lutte contre le blanchiment d'argent. En conséquence, la grève en cours des échangeurs d'argent a créé des difficultés pour les résidents de Kaboul - qui ont besoin d'échanger et de transférer des fonds - car la ville n'a qu'un seul marché principal de change.

## BANGLADESH

- **Soutien de la Banque mondiale à la digitalisation des passations de marchés publics.** La Banque mondiale (BM) a approuvé le 5 février 2021 l'octroi d'un prêt complémentaire de 40 M USD pour développer les procédures électroniques des marchés publics (e-GP), mises en place depuis 2012 avec l'appui de l'institution financière. Ce financement supplémentaire au *Digitizing Implementation Monitoring and Public Procurement Project* permettra d'étendre la passation électronique des marchés publics à toutes les entités publiques. Des fonctionnalités importantes seront ajoutées au système e-GP actuel (appels d'offres internationaux, contrats directs, accords-cadres, gestion et paiement électroniques des contrats, analyse des données relatives aux marchés publics).

Au cours de l'exercice 2020, 1 325 organismes publics sur 1 362 ont pu traiter toutes les activités de passation de marchés en ligne, et 75 000 soumissionnaires sont enregistrés. Par ailleurs, 17,5 Mds USD de contrats de marchés publics (62 % des dépenses de marchés publics du Bangladesh), ont été traités via le système e-GP. Les économies réalisées par le projet DIMAPPP sont évaluées à 1,1 Mds USD soit 45,4% du budget global et 8 points de PIB.

- **Baisse du niveau des créances douteuses.** Selon la *Bangladesh Bank*, le niveau des prêts non performants (PNP) a poursuivi, en 2020, la décrue amorcée en 2019, avec une baisse de 6%. L'encours des prêts en défaut (hors opérations offshore) atteignait fin 2020, 882,8 Mds BDT (10,4 Mds USD) contre 943,3 Mds BDT en 2019 (11,1 Mds USD) et 939,2 Mds BDT en 2018. La progression des créances douteuses a été constante depuis 2010 (227,1 Mds BDT) avec un quasi quadruplement des encours en dix ans. En ratio, les PNP représentaient fin 2020 7,66% des encours de prêts contre 8,89% fin 2019. Le ratio des créances douteuses (*Classified loans*) est passé de 9,32% fin 2019 à 8,06% fin 2020, où l'encours global s'élevait à 11 588 Mds BDT (116 Mds EUR). Cette baisse est largement imputable à une modification des classifications décidée en mars 2020 par la Banque centrale et valable jusqu'en décembre dernier, qui a également accordé d'importantes facilités de rééchelonnement aux débiteurs. Le bilan du 1<sup>er</sup> trimestre 2021 devrait davantage refléter la réalité de l'état des sinistres bancaires.

- **Accord de cession des actifs de SANOFI.** SANOFI a annoncé le 21 janvier dernier avoir conclu un accord avec le groupe bangladais BEXIMCO Pharmaceuticals Ltd pour la cession de ses parts majoritaires (54,64%) dans sa filiale locale SANOFI BANGLADESH, une joint-venture établie à l'origine par Rhône-Poulenc en 1958, où l'Etat dispose aujourd'hui d'une participation globale de 45,36% du capital. SANOFI BD emploie aujourd'hui 1 000 personnes. La transaction s'élève à près de 35,5 M GBP et devrait être réalisée courant mars. Après le départ du britannique GlaxoSmithKline (GSK) fin 2018, c'est le second acteur international majeur à liquider ses actifs.
- **Engagement du Bangladesh à ratifier la convention internationale sur le travail des enfants.** Pour être éligible aux avantages tarifaires du régime GSP+ de l'Union européenne à partir de 2027 (trois ans après son reclassement attendu en 2024 comme Pays en Développement), le Bangladesh doit ratifier 27 conventions internationales, dont plusieurs avec l'OIT d'ici fin 2021. Le pays vient de confirmer son intention de ratifier prochainement la Convention 138 sur l'âge minimum d'admission à l'emploi (14 ans au Bangladesh et 15 sous conditions pour l'OIT) qu'il a signée en 1973, en présentant en mars prochain un plan d'action conforme aux souhaits de l'UE et de l'OIT. L'UE représentait en 2019 58% des exportations du pays et 64% dans la filière de la confection.

## BHOUTAN

- **Baisse des dépenses courantes à l'issue du premier semestre de l'exercice en cours.** Selon un rapport élaboré par le ministère des Finances, en collaboration avec l'équipe technique de la Banque mondiale, les dépenses courantes ont diminué de 13% en g.a au cours du premier semestre de l'exercice en cours. Le gouvernement a procédé à la rationalisation du budget en vue de la pandémie alors que le pays a connu deux périodes de confinement strict en août et en décembre. En chiffres, les dépenses réelles au cours de la première moitié de l'exercice en cours ont dépassé 13,7 Mds BTN (190 M USD) ou 41,6% du budget total actuel. Le rapport montre qu'à la suite de la rationalisation budgétaire, les dépenses d'exploitation et de gestion ont diminué de 29%, les subventions de 27%, les salaires et traitements de 3%, tandis que les dépenses d'intérêts ont diminué de 8%.
- **Construction du Mega Dry Port.** Les travaux pour la construction du plus grand port sec du pays ont débuté le 1<sup>er</sup> février, à Pasakha proche de la frontière avec l'Inde. L'installation couvrira environs 15 acres et son financement s'élèverait à 1,7 Mds BTN (23,3 M USD). Le gouvernement indien finance le projet dans le cadre d'un programme de soutien au commerce bhoutanais.

## INDE

### Indicateurs macroéconomiques

- **Confiance pour la reprise économique du pays encore faible.** L'enquête *Consumer confidence Survey* de la Banque centrale (RBI) montre que les consommateurs doutent en grande majorité de la reprise de l'économie. Seuls 14% des sondés estiment en effet que la situation économique générale s'est améliorée en janvier 2021, contre 27% il y a un an. 72,2% considèrent que la situation s'est aggravée (54,9% il y a un an). En revanche, 56,6% estiment que la situation va s'améliorer contre 48% un an plus tôt. Pour l'emploi, 75,3% estiment que la situation s'est dégradée (54,9% en janvier 2020) mais 55,3% (48,4% en janvier 2020) qu'elle s'améliorera à l'avenir. Du côté des prix, 88,6% trouvent qu'ils ont augmenté (90,6% il y a un an) et 73,2% pensent que cette hausse perdurera (76,9% il y a un an).
- **Manque à gagner de GST de 2 400 Mds INR (32,9 Mds USD) pour les Etats fédérés entre avril et novembre.** L'Etat central a concédé 400 Mds INR de compensation et une fenêtre d'emprunt de 840 Mds INR pour les Etats dont le manque à gagner de GST était estimé pour l'année entière à 2 350 Mds INR. L'Etat central a finalement annoncé une aide de 1 100 Mds INR pour aider les Etats fédérés à combler ces manques. Ceux-ci seront autorisés à emprunter jusqu'à 5% de leur PIB, au lieu de 3% précédemment.

- **Achèvement des réformes prévues dans le cadre « *doing business* » pour quatre nouveaux Etats et autorisation d'emprunt de 50,34 Mds INR.** L'Assam, l'Haryana, l'Himachal Pradesh et le Punjab ont mis en œuvre les réformes prévues par le ministère des Finances et sont ainsi reconnus éligibles à la mobilisation de ressources additionnelles, via des opérations d'open market. A ce jour, douze Etats fédérés ont mis en œuvre ces réformes pour une autorisation d'emprunt supplémentaire de 282 Mds INR (3,9 Mds USD).

#### Secteur bancaire

- **Opération d'open-market de la RBI après les annonces faites à l'occasion de la présentation de la nouvelle loi de finances.** A la suite de l'annonce de la cible d'emprunt de plus de 12 000 Mds INR pour 2020/21, les taux des obligations à dix ans ont franchi la barre des 6% (6,127% le 5 février au plus haut depuis cinq mois). La Banque centrale (RBI) a alors annoncé une opération d'open-market qui s'est matérialisée le 10 février. Celle-ci a permis de rassurer les marchés avec des taux à nouveau en dessous de 6% (5,962%). On observe que si l'Etat indien tente d'accélérer son rythme d'emprunt, les acheteurs d'obligations souveraines sur le marché secondaire se raréfient en dehors de la RBI.

C'est dans ce contexte que l'agence de notation Fitch a indiqué qu'une hausse de la dette publique indienne pourrait conduire à une dégradation de sa note. L'agence s'attend à ce que le ratio dette/PIB dépasse 90%.

- **Coopération entre le gouvernement et la RBI pour la privatisation de banques publiques.** La ministre des Finances a déclaré, lors de la présentation du budget 2021/22, que le gouvernement travaillerait avec la Banque centrale pour mener à bien cette privatisation, mais sans annoncer pour autant quelles seraient les banques concernées. Les syndicats des banques se sont prononcés contre cette privatisation et brandissent également des menaces de grèves.
- **Les banques publiques fragilisées par leur faible rentabilité selon Moody's.** Selon l'agence de notation, la reprise de l'économie est de bon augure pour les banques publiques et la qualité de leurs actifs. Elles ne devraient a priori pas connaître d'importantes dégradations de la qualité de leurs actifs en raison de la Covid-19. En revanche, leur faible rentabilité, liée au coût élevé du crédit, pèsent et les rend plus vulnérables à d'éventuels chocs, et ceux malgré la recapitalisation des banques annoncées dans le budget 2021/22, à hauteur de 200 Mds USD.
- **1 812 Mds INR de prêts réévalués et intégrés au moratoire de la RBI.** Le montant total des prêts réévalués est significativement inférieur aux estimations et représente 1% du total des prêts (contre 5% à 8% estimés en août). Ce qui traduit l'amélioration de la qualité des emprunteurs. Le moratoire mis en place par la Banque centrale en réaction à la crise liée au Covid-19 permet de différer le remboursement des prêts et d'en diminuer les taux d'intérêt. Les experts estiment que près de 70% des prêts de ce moratoire, en majorité souscrits par des entreprises, seront ultérieurement requalifiés en prêts non performants.
- **Le marché boursier indien au 7<sup>ème</sup> rang mondial.** La bourse indienne, avec une capitalisation totale de 2 700 Mds USD, surpasse les marchés canadiens, allemands et saoudiens et se situe juste derrière la France (2 800 Mds USD). Le *MSCI India Index* (indice de performance du marché indien) a gagné 21% ces trois derniers mois contre 19% pour le *MCSI Emerging Markets* et 12% pour le *MSCI World Indices*.

#### Autres informations

- **Discussions avec le Royaume-Uni pour la promotion du commerce bilatéral et des investissements.** Selon le communiqué officiel, le ministre du Commerce et de l'Industrie indien et la secrétaire d'Etat au commerce international (SECI), en visite quatre jours en Inde, ont entamé des discussions pour approfondir leur coopération commerciale. Les deux parties se sont entendues sur la nécessité d'approfondir leurs relations au travers d'un partenariat, l'approfondissement des liens commerciaux avec l'Inde constituant une « priorité absolue » selon la SECI.

- **Le secteur de la microfinance en chute de 4% entre mars et décembre.** Le total des micro-prêts atteignait 2 279 Mds INR (31,3 Mds USD) en décembre 2020 contre 2 364 Mds INR en mars 2020, selon les données publiées par Sa-Dhan, une association pour le développement de la finance communautaire. En revanche, le taux de remboursement est remonté de 55-60% en juillet à 85-95% en décembre, revenant presque à son niveau d'avant Covid (97-99%). Selon Sa-Dhan le secteur fait face à de nombreux défis, dont l'accès aux financements des banques et la moindre qualité des collatéraux.
- **Le secteur de la construction, moteur de l'embauche en zone rurale.** Selon le *Centre for Monitoring Indian Economy* (CMIE), le secteur de la construction et de l'immobilier en zone rurale a absorbé plus de 8,23 M de travailleurs en janvier 2021 sur les 12 M de nouveaux emplois en janvier. Au contraire, le secteur en zone urbaine n'a compté que 350 000 travailleurs supplémentaires. L'agriculture compte pour le mois de janvier 4,26 M de nouveaux travailleurs mais ceux dans le secteur des services a connu une diminution de plus de 3 M.

## MALDIVES

- **Dégradation des comptes publics en 2020.** Les recettes publiques (incluant les dons) se sont élevées à 15,1 Mds MVR (979 M USD) sur l'ensemble de l'année 2020 contre 24,1 MVR en 2019, soit une chute de -37,3% en g.a. Cette baisse s'explique notamment par un effondrement des recettes fiscales à 10,9 Mds MVR, soit -34% en g.a. Les dépenses publiques ont été de 27,7 Mds MVR (1,8 Md USD), soit en légère baisse par rapport à 2019 (-4,2 %). Les dépenses de fonctionnement ont diminué à 19,5 Mds MVR (soit -8,9%) alors que les dépenses d'investissement ont atteint 8,2 Mds MVR (soit +7,9 %). Pour rappel, le budget 2020 avait approuvé 29,9 Mds MVR de recettes et 36 Mds MVR de dépenses. Par conséquent, le déficit public s'est considérablement accru, atteignant 12,5 Mds MVR sur la période étudiée. Selon ses dernières estimations, la Banque centrale (MMA) prévoit un déficit de -27,5% du PIB (-6,6% en 2019) et une dette publique à 121,4% en 2020 (62,5% en 2019).

## NEPAL

- **Baisse des dépenses budgétaires pour l'exercice en cours.** Le gouvernement népalais a révisé mardi la baisse ses dépenses pour l'exercice budgétaire 2020/21 débuté le 16 juillet dernier, de près de 9% en raison du ralentissement des activités économiques et de la chute des revenus consécutive à la pandémie de Covid-19. Le budget présenté le 29 mai dernier prévoyait 948 Mds NPR (8,1 Mds USD) pour les dépenses courantes, 352 Mds NPR (3 Mds USD) pour les investissements et 172 Mds NPR (1,5 Mds USD) pour les provisions de financement. Suite à la révision du budget, les dépenses ont été réduites de respectivement 3,5 ; 19,6 et 14,5%.

Par ailleurs, le gouvernement n'a pas indiqué de prévision de croissance pour l'exercice en cours alors que la précédente estimation du ministère des Finances de mai dernier tablait sur 7%. Pour rappel, le *South Asia Economic Focus* d'octobre de la Banque mondiale prévoyait que l'économie du Népal enregistrerait une croissance de 0,2% en 2019/20 et de 0,6% pour l'exercice en cours

- **Augmentation des envois de fonds des travailleurs étrangers au terme des six premiers mois de l'exercice en cours.** Selon les chiffres publiés par la *Nepal Rastra Bank* (NRB), les envois de fonds ont augmenté de 11,1% pour atteindre 495,3 Mds NPR (4,2 Mds USD) au cours de la période considérée, contre une augmentation de 0,6% un an plus tôt. Rapportés en dollars, les envois de fonds ont augmenté de 6,7% en g.a. pour s'établir à 4,2 Mds au cours de la période considérée à comparer à une augmentation de 0,9% un an plus tôt. Par ailleurs, le nombre de travailleurs népalais qui demandent un permis de travail pour un emploi à l'étranger a diminué de 77,6% au cours de la période considérée. Il avait augmenté de 17,7% un an auparavant.
- **Contraction du déficit de la balance des transactions courantes à l'issue des six premiers mois de l'exercice en cours.** Selon le NRB, le déficit a été ramené de 79,7 Mds NPR au terme du S1 2019/20 à 49,5 Mds NPR au terme du S1 2020/21 soit une contraction voisine 38% en g.a. Rapportés en dollars américains, le compte courant a enregistré un déficit de 422,7 M au cours de la période considérée.

Ce résultat s'explique en premier lieu par les trajectoires inverses des importations et des exportations. Les premières ont diminué de 4,8% sur la période considérée pour s'établir à 661,3 Mds NPR (5,7 Mds USD), tandis que les secondes ont augmenté de 6,1% dans le même temps à 60,8 Mds NPR (520 M USD). A noter toutefois que si les exportations vers l'Inde et les autres pays affichent une hausse de respectivement de 8,4 et 4%, celles à destination de la Chine ont diminué de près de 50%.

Au cours de la période considérée, les transferts de capitaux ont diminué de 8,1% à 6,9 Mds NPR et les investissements directs étrangers (IDE) de 37,2% à 7,7 Mds NPR. Cela n'a pas empêché la balance des paiements d'enregistrer un excédent de 124,9 Mds NPR (1 Md USD) contre un excédent de 26,7 Mds NPR (228 M USD) un an plus tôt.

## PAKISTAN

- **Léger recul du niveau des réserves de change détenues par la Banque centrale en janvier.** Les réserves brutes s'établissent à 13 Mds USD au 29 janvier 2021, équivalant à 2,9 mois d'importation de biens et de services (à partir des données du premier semestre 2020/21). Elles enregistrent toutefois une progression marquée de 6,2 % en glissement annuel (-2,8 % en glissement mensuel). Les autorités pakistanaises ont par ailleurs confirmé que les dépôts effectués à la Banque centrale par l'Arabie saoudite (1 Md USD versés en janvier 2019) et les Emirats arabes unis (2 Mds USD versés en deux tranches en janvier et février 2019) seront maintenus pour une durée d'un an supplémentaire.
- **Creusement du déficit budgétaire à 2,5 % du PIB au premier semestre 2020/21** (juillet à juin). Alors qu'il atteignait 2,3 % du PIB au cours du S1 2019/20, le déficit public s'affiche en hausse de 14,4 % en glissement annuel en valeur à 7,1 Mds USD. Selon les données publiées par le ministère des Finances, la balance primaire (hors paiement des intérêts de la dette publique) enregistre quant à elle un solde positif à hauteur de 0,7 % du PIB au S1 2020/21 (après 0,6 % du PIB un an plus tôt) et respecte largement la cible fixée dans le cadre du programme FMI.

Les recettes, en hausse de 3,7 % en valeur, augmentent à 7,4 % du PIB (+10 points de base par rapport au S1 2019/20). Les recettes fiscales, en légère baisse de 0,4 %, s'établissent à 5,4 % du PIB (-20 pb). Les recettes non fiscales enregistrent quant à elles une hausse notable de 16,8 % en valeur – notamment – et s'établissent à 2 % du PIB (+30 pb). Cette situation s'explique principalement par la hausse des recettes tirées de la taxe sur les produits pétroliers (*petroleum levy* – prélèvement non fiscal au Pakistan) et les profits de la banque centrale (ces deux postes représentent plus de 75 % du total).

Les dépenses enregistrent, en parallèle, une hausse de 6,2 % en valeur pour atteindre 9,9 % du PIB (+30 pdb par rapport au S1 2019/20). Les dépenses d'investissement reculent de 3,3 % en valeur mais demeurent stables en proportion du PIB à seulement 1 % (-10 pdb). Les dépenses courantes progressent également de 8,3 % et représentent 8,8 % du PIB (+30 pdb). Au niveau fédéral, le service de la dette et les services de sécurité et de défense comptent pour respectivement 36,6 % et 12,7 % des dépenses courantes. **Le seul service de la dette, en hausse de 15,1 % en glissement annuel, a absorbé 66,7 % des recettes fiscales collectées au niveau fédéral sur la période considérée.**

Le financement du déficit public est assuré par des sources nationales à hauteurs de 60,1 % et en grande majorité par les banques locales. Les financements extérieurs nets s'affichent quant à eux en baisse de 11,5 % par rapport au S1 2019/20.

- **Creusement du déficit commercial sur les sept premiers mois 2020/21.** Selon le Bureau des statistiques, le déficit commercial s'affiche à 14,9 Mds USD sur la période courant de juillet 2020 à janvier 2021 (+8,3 % en glissement annuel). Cette situation s'explique par la progression plus prononcée des importations (+6,9 % à 27,3 Mds USD) que des exportations (+5,5 % à 14,2 Mds USD) sur la période considérée. Sur le seul mois de janvier,

après quatre mois de hausse consécutive, les exportations repartent à la baisse en glissement mensuel (-9,9 % à 2,1 Mds USD). Elles enregistrent toutefois une progression de 8,1 % en glissement annuel. On constate également un léger recul des importations par rapport au mois de décembre (-5,4 % à 4,7 Mds USD), à comparer à une augmentation de 14,9 % en glissement annuel.

- **Accord du gouvernement pour l'amendement des contrats de concession avec les principaux producteurs indépendants d'électricité (IPP).** Cette décision est l'aboutissement de plusieurs mois de discussion avec près de 50 IPP pour la révision des termes des contrats passés entre 1990 et 2013. Les autorités estiment que les nouvelles conditions négociées avec les investisseurs privés leur permettront de réaliser plus de 5 Mds USD d'économie sur les vingt prochaines années. L'accord prévoit également l'entrée en vigueur d'un nouveau mécanisme pour assurer le paiement des arriérés aux IPP à hauteur de 2,5 Mds USD. Une première partie de cette somme (40 %, soit environ 1 Md USD) devra être versée dans un délai d'un mois après la signature de l'accord, quand la seconde partie (60 %, soit environ 1,5 Md USD) interviendra six mois après le premier versement. Les autorités sont parvenues à un accord avec les IPP pour le règlement des arriérés selon le schéma suivant : un tiers en numéraire et deux tiers en titre de dette (50 % en obligations à dix ans et 50 % en Sukuk à cinq ans).
- **Forte progression des crédits bancaires aux entreprises du secteur privé sur les sept premiers mois 2020/21.** L'encours des prêts au secteur privé enregistre une hausse nette de 1,6 Md USD entre fin juin et fin décembre 2020 (+4,6 % en glissement annuel), à comparer à une augmentation de 0,8 Md USD sur le premier semestre 2019/20. Cette situation s'explique principalement par la reprise de l'activité économique et l'importante baisse des coûts d'emprunt. Les PME ne représentent que 9,6 % du total des encours à la fin décembre 2020.

## SRI LANKA

- **Remboursement de la ligne de swap de 400 M USD obtenue auprès de l'Inde.** La Banque centrale de Sri Lanka (CBSL) a remboursé la ligne de swap de 400 M USD qui avait été obtenue à la fin juillet 2020 à la suite d'un accord signé entre la CBSL et la Banque centrale indienne (RBI). Ce montant avait été mis à la disposition de Sri Lanka pour une période initiale de 3 mois, renouvelée une fois pour 3 mois. Le haut-commissariat de l'Inde à Sri Lanka a précisé qu'une nouvelle extension de cette facilité nécessitait l'existence d'un accord entre le gouvernement sri lankais et le FMI, ce qui n'est actuellement pas le cas. Les réserves de change de la CBSL atteignaient 5,7 Mds USD à la fin 2020, soit l'équivalent de 4,3 mois d'importations
- **Accord du conseil des ministres pour négocier de nouveaux traités de libre-échange.** Le conseil des ministres a approuvé une proposition du ministre du commerce visant à relancer les négociations en vue de conclure de nouveaux accords commerciaux. Cela concerne autant les accords bilatéraux que régionaux. La reprise des négociations d'un accord de libre-échange avec la Chine figure en tête des priorités.
- **Hausse des remises des expatriés en 2020.** Selon la Banque centrale, les remises des expatriés se sont élevées à 812,7 M USD en décembre 2020 soit une hausse de +22% par rapport à décembre 2019. Sur l'ensemble de l'année 2020, les transferts des expatriés se sont élevés à 7,1 Mds USD soit une augmentation de +5,8% en glissement annuel. La Banque centrale explique cette hausse par le fait notamment que, compte tenu des limitations sur les déplacements, les expatriés utilisent les canaux bancaires officiels pour transférer leurs économies à Sri Lanka.
- **Approbaton en conseil des ministres d'une proposition de prêt de 180 M USD de l'AIIB.** Le conseil des ministres a approuvé une proposition du ministre des Finances visant à prendre différentes mesures pour concrétiser un projet de prêt porté par la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB). Ce projet consiste en deux prêts de 90 M USD chacun, l'un étant destiné à la *Bank of Ceylon* et l'autre à la *People's*

Bank, deux banques publiques. Le gouvernement sri lankais devrait apporter sa garantie sur ces prêts. Les deux banques utiliseront ces fonds pour fournir des prêts de court terme à des entreprises affectées par la crise économique engendrée par la pandémie de Covid-19, soutenant ainsi leur liquidité.

**Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface**

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
<b>Pakistan</b>	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
<b>Sri Lanka</b>	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC	-	B	B
<b>Maldives</b>	B3	Négative	-	-	CCC	-	D	D



**Auteurs :** Service Économique Régional de New Delhi  
Avec le concours des Services Economiques de la région (Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka).

**Copyright :** Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de New Delhi (adresser les demandes à [patrick.pillon@dgtresor.gouv.fr](mailto:patrick.pillon@dgtresor.gouv.fr)).

**Clause de non-responsabilité :** Le Service Économique Régional de New Delhi s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

**Abonnement par email :** [patrick.pillon@dgtresor.gouv.fr](mailto:patrick.pillon@dgtresor.gouv.fr)  
Merci d'indiquer votre nom, prénom, activité/entreprise, fonction, coordonnées téléphoniques et mail.